

Roublardise et cacophonie à la tête de l'Etat

Yves-Fernand Manfoumbi roule Ali Bongo dans la farine

C'est presque certain. S'il y a 100 individus qui ont saboté le septennat du chef de l'Etat, Yves-Fernand Manfoumbi en fait partie. Et s'il n'y en a qu'un seul, c'est bien lui. Tant l'homme de Ndendé a été au cœur des actions politiques d'Ali Bongo. C'est ainsi que la clameur populaire pensait, naïvement, qu'il maîtrisait « Nyangou » où le candidat Ali Bongo a pourtant bu le calice jusqu'à la lie.

Raymond Mbeng

Comment conter l'histoire d'un certain Yves-Fernand Manfoumbi sans se convaincre qu'il est né, il faut le reconnaître, sous une bonne étoile ? Tant l'homme, inconnu au bataillon des militants actifs du Parti démocratique gabonais (PDG), s'est retrouvé à faire et « être la décision » au sommet de l'Etat. A la limite, disent ses contempteurs, il valait mieux avoir affaire à Ali Bongo, lui-même, qu'à Yves-Fernand Manfoumbi. Ceux qui n'ont pas compris cela l'ont appris à leurs dépens. Cependant, si, avant l'élection, Yves-Fernand Manfoumbi murmurait à l'oreille du président de la République jusqu'à l'endormir, après la présidentielle de 2016, Ali Bongo s'est « réveillé » et

	LFR 2014	Exécution (au 31 août 2014)	Taux d'exécution
Recettes Pétrolière	1322	551	42%
Impôts sur les sociétés	204	85	42%
Contrats de partage	704	293	42%
Redevance Minière Proportionnelle	358	149	42%
Autres	57	24	42%
Recettes hors Pétrole	1313	569	43%
Impôts et taxes directs	374	247	66%
Impôts et Taxes indirects	385	163	42%
Recettes douanières	426	130	30%
Autres recettes hors pétrole	128	29	23%
Total	2635	1119	42%

Comment Manfoumbi ne voyait-il pas ceci ?

a compris que « ce Manfoumbi n'est pas celui qu'il croyait ». **Décryptage d'une relation, entre un chef de l'Etat et sa fabrication, pas comme les autres**

Lorsqu'Omar Bongo meurt le 08 juin 2009, Ali Bongo sait que, de gré ou de force, il s'emparera du pouvoir. Problème, dans la précipitation, il prend tout ce qui tombe dans ses mains, à condition de ne pas avoir heurté sa sensibilité dans le passé et surtout de ne pas être proche de ses adversaires au trône. Si, dans un premier temps, Léon Ndong Ntem et Paul Biyoghe Mba, les deux artisans du « Tsun Ali » - ces nominations du

19 octobre 2009 qui ont semé le chaos dans la Nation et provoqué le rejet d'Ali Bongo par ses compatriotes - ont retardé l'ascension de Manfoumbi vers le sommet, l'erreur est réparée en octobre 2010 lorsqu'il devient le tout-puissant directeur général du Budget.

Dès lors, l'espace public gabonais change de physionomie. Si, dans le Haut-Ogooué, un certain Ali Akbar Onanga insulte copieusement les Ngari, Toungui, Andjembe, Sandoungout... avec son « je suis désolé, très désolé... on ne peut pas faire du neuf avec du vieux », Yves-Fernand Manfoumbi, lui, de façon



Cet homme s'est-il fait les poches en profitant de la naïveté d'Ali Bongo ?

brouillonne certes, mais sûrement, tisse sa toile politique. Et à ce jeu, tout ou presque y passe : de la Ngounié à Renaissance, à l'implantation des antennes hors du Gabon, à la création d'un puissant groupe de presse... Man'10 pour les intimes se met sur la rampe du pouvoir suprême.

Partout dans le pays, on ne parle que de lui. Il saute, dans des jets loués à coups de millions, d'une capitale provinciale à une autre pour entretenir les hauts cadres de notre pays sur le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE). C'est-à-dire une déclinaison en programmes et ac-

2011 (2 370 milliards de Fcfa) ; 2012 (2 453 milliards de Fcfa) ; 2013 (3 141,2 milliards de Fcfa) ; 2014 (3 335,8 milliards de Fcfa). Au regard de ces chiffres, quel est le péché de Manfoumbi ou, mieux, pourquoi Ali Bongo n'a-t-il pas vu l'homme venir ?

Porteur du projet « PSGE » et en même temps DGB, Manfoumbi a longuement communiqué sur le PSGE sans « introduire » la volonté du chef de l'Etat dans le budget. Conséquence : en dehors de parler, rien de concret n'était visible sur le terrain. Pis, en augmentant chaque année le budget, Manfoumbi faisait

tions du projet de société du président de la République « *L'Avenir en confiance* ».

A ce sujet, Ali Bongo disait clairement : « *le Gabon émergent que je vous propose sera un pays bien gouverné, respectueux des droits de tous (...)* ». Sauf que dans les faits, la réalité est tout autre. Le 03 mai 2012, un compatriote, Ongouo passe à un doigt de la mort. « *Ce jour-là, témoigne ce compatriote, des escadrons de la mort ont failli me faire passer de vie à trépas, n'eût été mon calme face au danger. Les éléments de la DGR, dont la mission était de me prendre mort ou vif, sont venus m'appréhender en pleine circulation. Motif, sa puissance Sidonie Flore Ouwé tenait à m'interroger parce qu'il y avait un article dénonçant l'émergence de plusieurs maisons de Manfoumbi à Okala. Cette (sic) procureure de la République à l'époque a usé et abusé de son autorité pour satisfaire son neveu* ». C'est dire !

Toujours est-il que Manfoumbi règne sur le Gabon. Il fait croire à Ali Bongo que son activisme débordant serait la preuve de sa fidélité. Cependant, en réalité, Manfoumbi trahit dangereusement celui qui l'a fait roi. Et cela, en utilisant une méthode simple : aligner les chiffres des différents budgets pour faire croire au peuple gabonais qu'Ali Bongo a détourné beaucoup d'argent. Et ça marche ! C'est du pain béni pour l'opposition qui s'en délecte. Ici et là, on avance le chiffre de 26 000 milliards dont les répercussions seraient invisibles dans le pays.

Or, en réalité, si Ali Bongo n'est pas un saint en matière d'appétit gargantuesque pour l'argent et la luxure, quel rôle Manfoumbi a-t-il joué pour la diabolisation de son maître ? Lorsqu'il devient DGB, le budget de 2010 est fixé à 2 214,5 milliards de Fcfa, soit 118,6 milliards de plus que celui de l'année 2009. A partir de cet instant et durant ses quatre ans de règne, les budgets successifs iront crescendo :

d'Ali Bongo un détournement des deniers publics. Sinon, comment comprendre que lui, le DGB, au fait des réalités économiques, ne sache pas que le budget de l'année N-1 n'a pas été exécuté à plus de 80 % ? Et que, par conséquent, il y fallut ramener celui de l'année N à des proportions logiques.

Sauf à croire, insinue une source proche de la Cour des comptes, qu'Yves-Fernand Manfoumbi cherchait à avoir des marges destinées « *aux frappes* ». Justement, écrivait Bruno Ben Moubamba, le 24 février 2016 sur son blog « *Yves-Fernand Manfoumbi (alias Ikapi le « singé fou ») se rapproche de la « case prison » après avoir roulé Ali Bongo dans la farine et après avoir escroqué des milliards de Fcfa (des millions d'euros) à l'Etat...* ». Et l'ancien opposant, devenu, depuis lors membre du gouvernement d'Ali Bongo, de poursuivre « *Selon de nombreuses sources concordantes, la colère de Dieu est en train de s'abattre sur M. Yves-Fernand Manfoumbi, ancien directeur du Budget du Gabon, l'un des meilleurs entre les pilleurs du trésor public du Gabon, « pilote du plan stratégique émergent » d'Ali Bongo, danseur et chorégraphe du Bwiti Iboga et Ikoku (rite initiatique et danse du sud du Gabon) (...)* En effet, après avoir tapé très fort ensemble sur le trésor public du Gabon, fait la fête, gaspillé des prêts internationaux, se trouvant dans l'incapacité de gouverner, faisant face aux grèves successives, le désordre dans la famille Bongo, Ali Bongo, président sans papier et son acolyte béninois Maixent Accrombessi auraient décidé de sacrifier avant l'été 2016 M. Yves-Fernand Manfoumbi. Ce dernier a été retenu et entendu à la direction de la recherche d'Ali Bongo pendant 72 heures ».

Aujourd'hui, affirment plusieurs sources concordantes, Ali Bongo ne cache plus sa colère contre Yves-Fernand Manfoumbi. Trop tard, le mal est fait. Qu'il assume !